

Echos de la Représentation de la FAO au Tchad



N°19 - Oct-Nov 2013

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

Edito

Des systèmes alimentaires sains, pour quels enjeux ?

Journée Mondiale de l'Alimentation 2013

Le Tchad, a célébré le 16 octobre dernier la Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA) édition 2013 sur le thème « **Des systèmes alimentaires durables au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition** ».

Ce thème, retenu par la FAO au niveau mondial, est une interpellation et un plaidoyer en faveur d'une agriculture plus responsable et plus efficace. "Il est clair que les moyens dont la nourriture est gérée aujourd'hui ne donnent guère de résultats satisfaisants dans l'amélioration de la nutrition. Le fait le plus révoltant est que plus de 840 millions de personnes sont encore victimes de la faim de nos jours alors que le monde produit suffisamment de nourriture pour tous, tout en gaspillant un tiers", avance José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO.

A N'Djaména, de nombreuses manifestations ont marqué la célébration de cette journée. Plusieurs artistes nationaux ont prêté leurs talents à la cause : Mounira Mitchala et Yasmine Abdallah, chanteuses tchadiennes, ont ponctué de leurs belles voix les différents discours. Des groupes de danse, dont le Ballet Etoile, ont illustré le thème de la journée à travers des chorégraphies spécialement créées pour l'occasion. Le groupe théâtrale Hadre Dounia a permis de sensibiliser les participants sur l'importance d'une alimentation saine.

Pour toucher un large public, les festivités ont été complétées par un débat, ainsi que des spots diffusés à la radio nationale tchadienne (RNT). Un film documentaire spécial JMA/Tchad a été projeté et les produits agro-sylvo-pastoraux ainsi que les réalisations des services publics et privés d'appui au secteur rural ont été présentés sur divers stands. Enfin, pour sensibiliser les plus jeunes un jeu concours de dessins avec une remise des prix aux établissements scolaires gagnants a clôturé la cérémonie.

La Journée a donc permis d'expliquer et de mettre en lumière, dans la bonne



© Abdoulaye Barry/FAO Tchad

humeur, les enjeux derrière l'importance de développer des systèmes alimentaires sains et durables. Ces systèmes permettent d'assurer à tous un régime alimentaire varié, équilibré, nutritif, tout en préservant la capacité des générations futures à se nourrir. La quantité d'aliments consommés et la teneur énergétique doivent être suffisantes sans être excessives.

En appuyant l'utilisation de méthodes efficaces de maîtrise des pertes aux stades de la production, de la transformation et du stockage, la FAO contribue à rendre les systèmes alimentaires plus durables. En encourageant la diversification de la production des petits exploitants, l'Organisation contribue à améliorer la production et la consommation d'aliments variés, équilibrés et nutritifs. En encadrant les paysans pour l'accroissement de la productivité agricole, la FAO contribue à améliorer la nutrition par l'augmentation des revenus et la réduction du coût des aliments des consommateurs. En mettant en œuvre des campagnes d'information

et d'éducation nutritionnelles, elle favorise l'évolution des comportements des consommateurs et les aide à faire des choix alimentaires judicieux. L'évolution des comportements permet en outre de réduire les gaspillages et contribue à une utilisation durable des ressources.

Une initiative commune de la FAO et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est en train de se mettre en place pour repenser à l'horizon 2014, à l'occasion de la deuxième conférence internationale sur la nutrition, la gestion du système alimentaire, car l'alimentation joue un rôle essentiel dans les problèmes de santé au niveau mondial.

Les systèmes alimentaires sains sont bâtis sur des politiques adaptées, des mesures d'incitation et une bonne gouvernance. L'élaboration de la politique nationale de nutrition et d'alimentation au Tchad est une réelle opportunité pour mettre en œuvre de tels systèmes.

La FAO pour le renforcement de la Résilience des populations au Tchad et dans la région du Sahel

Le bureau régional de la FAO pour l'Afrique à travers son unité en charge de la résilience a ainsi organisé du 30 septembre au 3 octobre 2013 à Accra au Ghana un atelier en faveur des pays de la région Afrique pour échanger et adopter un langage commun dans le renforcement de la résilience des moyens de subsistance des populations. Quarante participants provenant de 21 pays africains et du siège à Rome étaient présents. Le Tchad était également au rendez-vous.

A l'instar de la grande majorité des populations de la zone Sahélienne, les Tchadiens dépendent du secteur agricole comme premier pourvoyeur d'emplois. En effet l'agriculture avec l'élevage y constituent le principal moyen de subsistance et donc la principale source de revenus. Malheureusement, le développement de ce secteur connaît des contraintes diverses qui nécessitent une attention particulière pour en améliorer les résultats. Ces contraintes qui sont notamment d'ordre structurel et naturel maintiennent les populations rurales dans le cercle vicieux d'une paupérisation de plus en plus criante. La FAO s'est résolument engagée dans la recherche de solutions efficaces et durables pouvant assurer l'amélioration des conditions favorables pour combattre la recrudescence de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en général. La FAO a toujours visé l'amélioration de la préparation et la réponse efficace aux menaces et aux urgences affectant l'alimentation et l'agriculture.

Le nouvel objectif stratégique 5 de l'Organisation vise à « accroître la résilience des moyens de subsistance aux menaces et aux crises ». Pour la FAO la résilience est définie comme : « La capacité à prévenir les catastrophes et les crises et d'anticiper, d'absorber, de s'adapter ou de récupérer et résister aux chocs affectant la nutrition, l'agriculture, la sécurité alimentaire et aux risques spécifiques pour la santé publique en temps opportun et d'une manière rationnelle et durable. » En effet, la résilience peut avoir une signification plus large et pourrait ainsi avoir des définitions variées suivant les interlocuteurs en présence et les parties prenantes. Il est donc important que les acteurs s'accordent sur une stratégie d'intervention et des actions prioritaires pouvant effectivement renforcer la résilience des populations rurales en



photo: ©FNO/INHORI/CHAD

La résilience c'est aussi la capacité à absorber, s'adapter et récupérer face aux chocs, aux catastrophes et aux crises.

particulier et des populations affectées en général.

Le renforcement de la résilience des moyens de subsistance devra ainsi passer par quatre résultats qui en constituent des piliers autour desquels les acteurs devront se mobiliser. Il s'agira ainsi d'atteindre les produits ci-après.

Produit 1 : Les Pays et les régions adoptent et mettent en œuvre des dispositions juridiques, politiques et systèmes institutionnels ainsi que des cadres réglementaires pour la réduction des risques et la gestion de crises.

Produit 2 : Les Pays et les régions fournissent régulièrement des informations et l'alerte rapide/précoce contre les risques connus et menaces d'urgence.

Produit 3 : Les Pays, réduisent les risques et la vulnérabilité au niveau des ménages et au niveau communautaire.

Produit 4 : Les Pays et les régions touchés par les catastrophes et les crises sont préparés et gèrent les chocs avec des réponses efficaces.

Les participants ont ainsi partagé des éléments et outils importants en vue d'améliorer l'analyse des besoins très importante pour mieux cibler la formulation des réponses les plus adéquates ; le cadre de la FAO en termes de préparations aux urgences ; la redevabilité aux populations affectées et la dimension genre ; enfin la programmation basée sur le transfert du cash. Il est évident que cet effort d'améliorer la résilience des populations doit être une mobilisation collective et coordonnée de tous les acteurs, chacun dans son domaine de compétence en considérant les avantages comparatifs des acteurs. A ce sujet, la FAO remercie les contributions des bailleurs pour leurs appuis financiers qui lui ont permis de mettre en œuvre des actions pertinentes et se réjouit de la collaboration avec le gouvernement du Tchad et avec les autres acteurs incluant les agences des Nations Unies (le PAM, l'UNICEF, le HCR, le PNUD...) et les ONGs avec qui elle mène déjà nombre d'interventions de la résilience comme c'est le cas dans le Kanem et dans le Sila.

Le Tchad devrait se doter prochainement d'une Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation

Le 4 novembre, leurs Excellences Monsieur le Ministre de la Santé Publique et Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation, accompagné de Monsieur le Représentant de l'UNICEF au Tchad ont officiellement ouvert l'atelier de restitution et de validation de la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation, qui s'est poursuivi jusqu'au 5 novembre.

Le regain mondial actuel en faveur de la nutrition a vu ces dernières années l'émergence de plusieurs programmes au niveau international. Il s'agit notamment du mouvement Scaling-up Nutrition (SUN) et les initiatives REACH (Renew Effort Against Child Hunger and Undernutrition) et Agir – Sahel (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience au Sahel), auxquels la République du Tchad a officiellement adhéré en 2012 (REACH) et en 2013 (SUN, AGIR). Le document de Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation présenté lors de l'Atelier du 4 et 5 novembre est donc le résultat de l'engagement du

Gouvernement Tchadien à renforcer les activités de nutrition au Tchad dans une dynamique de coordination de tous les acteurs clés.

Ainsi, le processus d'élaboration de la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation a débuté par la constitution d'une Plateforme Multisectorielle composée de représentants des différents Ministères (Santé, Agriculture, Elevage, Education, Affaire Sociales, Economie et Plan, Commerce et Industrie, Communication, Hydraulique, Législation, Environnement, Recherche et Formation, etc.) et de personnes ressources impliquées dans le domaine

de la nutrition et de l'alimentation (société civile, ONGs, Agences des Nations Unies, organismes de coopération bilatérale, etc.).

S'en est suivi la réalisation d'une mission d'analyse de la situation nutritionnelle et alimentaire de la population tchadienne et l'arrivée d'un Consultant international en appui à la rédaction de la Politique. L'ébauche finale présentée à l'atelier de restitution est donc le fruit d'un processus participatif qui a permis pendant plus d'un mois et demi de recueillir et d'intégrer les amendements, suggestions et amélioration des différents membres de la plateforme multisectorielle.

Rencontre entre le Président de la République et le Directeur Général de la FAO



photo : © Présidence

Le Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), José Graziano Da Silva a été reçu par le Président de la République du Tchad, IDRIS DEBY ITNO, le mardi 29 octobre à Nouakchott en Mauritanie à l'occasion du forum régional sur le pastoralisme. Au cours de cette rencontre, José Graziano Da Silva a assuré du soutien constant de l'Organisation envers le Tchad. Le DG a également profité de cette audience pour annoncer qu'il effectuera une visite de travail à N'Djaména au cours du premier trimestre 2014 pour renforcer et élargir la coopération de la FAO avec le Tchad.

Au terme de l'Atelier, le document de Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation, ainsi qu'une ébauche du Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation 2014- 2015, ont été validé sous réserve des dernières modifications et recommandations faites par les participants. La PNNA devrait permettre de renforcer la coordination des intervenants sectoriels en nutrition et d'harmoniser les activités pour une optimisation des ressources, de leur utilisation et de leur impact. Elle servira de cadre à une vision stratégique commune sur les enjeux et défis à relever pour fournir une alimentation saine et nutritive en qualité et en quantité suffisante et assurer le bien-être nutritionnel de la population tchadienne. Pour clôturer l'atelier, son Excellence Monsieur le Ministre de la Santé Publique a réaffirmé son engagement de dédier dès 2014 une ligne budgétaire spécifique à la nutrition et de continuer le travail de plaidoyer pour défendre l'idée de la multisectorialité de la nutrition. Enfin, il a insisté sur l'importance d'entamer le processus pour l'adoption de la PNNA par le gouvernement.

Evaluations de la campagne agricole 2013

A chaque dernier trimestre de l'année s'organisent les évaluations des récoltes de la campagne agricole auxquelles participent les équipes de la FAO. La dernière en date, l'Enquête Préliminaire des Récoltes, s'est faite sur une initiative du ministère de l'Agriculture, pilotée par la direction de la Statistique et de la Production Agricole du 21 au 31 octobre 2013.

Cette enquête, menée dans cinq grandes zones du pays (sud-est, sud-ouest, centre, nord est et nord-ouest) est d'une importance capitale afin d'estimer sur l'ensemble du pays les volumes produits de céréales et autres productions agricoles durant la campagne, et surtout évaluer rapidement les zones excédentaires et déficitaires. En outre, l'évaluation préliminaire des récoltes a un poids important dans l'exercice du Cadre Harmonisé, processus multi-pays et multi-acteurs dont la FAO fait partie, ayant pour but premier d'identifier et d'analyser les zones à risque et les éventuels groupes vulnérables. Ce deuxième exercice a été organisé au Tchad durant la période du 4 au 8 novembre avec un atelier d'analyse de la situation. Ce travail consensuel auquel a participé la FAO avec ses partenaires, met en lumière les indicateurs de consommation alimentaire, d'évolutions des moyens d'existence, de la nutrition ou encore de la mortalité pour chacune des régions du pays pour en tirer des recommandations pour tous les décideurs et les acteurs œuvrant dans le domaine de la sécurité

alimentaire afin de répondre aux besoins des populations en difficulté. En complément de cet exercice, sur l'ensemble du pays se prépare une autre enquête, celle du PAM et du gouvernement, à laquelle la FAO apporte également son soutien, l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire (ENSA) durant tout le mois de novembre.

Cette enquête profonde et de large envergure a pour but premier d'analyser la situation alimentaire courante qui prévaut dans les régions administratives et dans les zones d'économie alimentaire afin de pouvoir estimer le nombre de personnes en insécurité alimentaire en indiquant leur localisation géographique et leur profil socio-économique. Chaque année, la FAO cherche à soutenir au mieux ces initiatives qui permettent à tous les décideurs et acteurs de détenir des chiffres de référence sur lesquels chacun peut s'appuyer, tant au niveau local que national pour soutenir la lutte contre l'insécurité alimentaire.



photo © FAO/TCHAD

INTERVIEW

Le FIDA vient de s'associer à la FAO et à d'autres partenaires pour célébrer la journée mondiale de l'alimentation Edition 2013 sur le thème : « La santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains ». Quelles sont les actions et stratégies du FIDA pour l'amélioration de ces systèmes alimentaires ?

Annabelle Lhommeau (A.L.): Si assurer la sécurité alimentaire et la nutrition requiert, à juste titre, des actions à plusieurs niveaux, sur la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture, ou encore la stabilité, l'option stratégique du FIDA consiste à prioriser la production agricole au sens large, en vue d'une autosuffisance alimentaire, qui est la base nécessaire à un développement rural durable. Le FIDA – seule Institution Financière dont le mandat se concentre exclusivement sur les zones rurales – poursuit cet objectif en tenant compte de l'importance fondamentale (i) de l'agriculture et de l'élevage dans les moyens de subsistance des populations rurales pauvres et (ii) des principaux facteurs qui conditionnent leur aptitude à accroître leur productivité et leur revenu.

Ce sont ces principes qui guident les interventions financées avec l'appui du FIDA au Tchad depuis plus de 20 ans, avec à date un financement cumulé de près de 130 millions de dollars US pour la mise en œuvre de 7 Projets.

Le FIDA intervient principalement dans le Sahel, que faudrait-il faire pour sortir les populations de cette région des crises cycliques dans lesquels ils se trouvent depuis des années ?

A.L : En effet, les interventions financées avec l'appui du FIDA au Tchad se concentrent sur la bande sahélienne du pays, structurellement très fragile. Les ménages y vivant développent des modes de survie qui renforcent leur vulnérabilité (réduction de l'alimentation quotidienne, non inscription – ou

Annabelle Lhommeau, responsable du portefeuille Tchad et République Centrafricaine au FIDA



photo © DR

retrait – des enfants à l'école, vente de biens et de bétail, endettement). Alors même que les crises s'enchainent, les ménages vulnérables ne peuvent pas se relever des chocs précédemment subis.

C'est ici qu'intervient la notion de « résilience », qui doit aller au-delà de la question humanitaire et rassembler les efforts du Gouvernement et des partenaires au développement, selon les mandats et complémentarités de chacun, dans le moyen et le long terme. De manière simplifiée et imagée, il faut travailler sur la combinaison d'actions qui permet, même si le roseau plie, qu'il ne se rompe plus.

De nombreuses interventions complémentaires sont nécessaires pour améliorer durablement la résilience des populations sahéliennes : réduction de la malnutrition chronique, amélioration de la maîtrise de l'eau et des systèmes d'irrigation, diversification alimentaire et sensibilisation nutritionnelle, ou encore augmentation des réserves alimentaires, pour n'en citer que quelques-unes.

L'amélioration de la résilience des populations vulnérables passe avant tout par une évolution des habitudes et

comportements de ces dernières, afin de mieux prévenir les crises. De par son mandat, le FIDA se positionnera prioritairement à la base, pour sensibiliser les populations rurales, renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles, et s'assurer de leur pleine implication et adhésion aux actions/interventions proposées (leur adhésion représentant un jalon indispensable à la réussite et à l'impact de ces interventions).

Quels sont les projets en cours du FIDA au Tchad actuellement ?

A.L : Deux interventions sont présentement en cours, le Projet d'Hydraulique Pastorale en Zone Sahélienne (PROHYPA) et le Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G).

Le PROHYPA intervient dans le Kanem, le Bahr El Gazal, le Hadjer Lamis, le Batha et le Guéra. Son objectif général est de réduire la vulnérabilité et la pauvreté, et de renforcer la paix sociale en zone pastorale et agropastorale. Ses objectifs spécifiques sont (i) le renforcement de la capacité de gestion concertée et équitable de la ressource hydraulique et pastorale, (ii) l'amélioration du réseau d'infrastructures hydrauliques et pastorales pour desservir la mobilité des troupeaux et la gestion des pâturages, et (iii) la diffusion à l'échelle du pays de l'expérience acquise par le Projet pour contribuer à l'élaboration de la politique d'aménagement rural et de

pastoralisme.

L'objectif général du PADER-G est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales du Guéra. Il poursuit trois objectifs stratégiques, que sont : (i) l'amélioration des infrastructures d'accès à l'eau potable, de disponibilité des céréales en période de soudure, et de désenclavement des zones à fort potentiel économique, (ii) l'accroissement de la mobilisation de l'épargne locale et la consolidation d'une structure d'offre de services financiers adaptés aux besoins spécifiques des ménages et producteurs ruraux, et (iii) le renforcement des capacités des organisations de producteurs à la base et de la capacité de leurs groupements à rendre des services à leurs membres.

Quels sont les projets à venir et sur quels axes seront-ils orientés ?

A.L : Toujours en réponse à l'insécurité alimentaire, le Gouvernement, le FIDA et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) travaillent actuellement à la conception d'une nouvelle intervention, dénommée « le Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PARSAT) », qui deviendra effectif d'ici à la fin 2014 ou au début de l'année

2015. Il interviendra dans le Guéra, le département du Fitri (Batha) et le département de Dababa (Hadjer Lamis).

“C'est ici qu'intervient la notion de « résilience » (...). De manière simplifiée et imagée, il faut travailler sur la combinaison d'actions qui permet, même si le roseau plie, qu'il ne se rompe plus.”

La coopération sud-sud Tchad-Vietnam se renforce

En deux années de mission d'assistance technique dans le cadre de la coopération sud sud entre le Tchad et le Vietnam, en 2011 et 2012, plusieurs activités de production agricole, pastorale et halieutique ont été initiées et développées dans plusieurs régions du pays à savoir le Chari Baguirmi, le Hadjer Lamis, le Logone Occidental, Oriental, le Mandoul et le Moyen Chari. Cette phase dite « pilote » qui a fait l'objet de deux missions d'évaluation a permis d'apprécier la pertinence de cette collaboration. Une mission conjointe FAO est venue au Tchad du 15 au 30 octobre 2013 avec pour objectif de formuler la deuxième phase du projet de coopération sud-sud, et d'un accord tripartite Tchad Vietnam FAO définissant les rôles et les responsabilités des différentes parties.



photo © FAO/TCHAD

Cette mission fait suite aux évaluations qui ont eu lieu au Tchad et au Vietnam. Elle était composée de trois experts vietnamiens, d'un représentant du Siège de la FAO et de deux consultants nationaux a eu plusieurs séances de travail avec les responsables en charge des ministères techniques concernés (Agriculture, Elevage, Environnement) des services centraux et déconcentrés ainsi qu'avec l'équipe de la coordination du PNSA.

Il découle de ces rencontres une convergence des points de vue, ainsi que la nécessité de formuler un projet qui prendrait en compte les préoccupations des uns et des autres. Quatorze régions ont été retenues afin de couvrir un nombre important de

bénéficiaires et une quarantaine d'experts et de techniciens seront sollicités. Les assistants techniques vietnamiens seront appuyés par des homologues nationaux sélectionnés et affectés dans les pôles d'interventions, selon les activités retenues.

Dans le pôle agricole il s'agit de mener des activités en matière de maîtrise de l'eau, de la production rizicole et maraîchère, de la mécanisation, de la recherche agronomique ainsi que de la transformation des produits. En ce qui concerne l'élevage, les activités concerneront l'aviculture familiale, la production porcine et de petits ruminants, la production laitière, ainsi que les statistiques du secteur. Enfin pour le pôle environnemental, les

activités de pisciculture, d'apiculture, d'agroforesterie, de défense et de restauration des sols ainsi que l'exploitation des produits ligneux seront initiées. Pour chaque pôle, des activités de renforcement de capacités sont prévues.

La mission a pu réaliser des visites de terrain dans les régions ayant bénéficié des interventions de la première phase du projet de coopération Sud-Sud (Bongor, Moundou, Koumra et dans la périphérie de N'djamena). Elles ont permis d'apprécier les réalisations en matière de riziculture, d'apiculture, d'aviculture et de pisciculture et d'échanger avec les autorités locales et d'autres acteurs de terrain (producteurs et productrices).

La FAO, active auprès des populations réfugiées du Sila

C'est dans la zone du Sila, dans le département de Kimiti que la FAO concentre une partie importante de ses activités d'urgence et de réhabilitation en faveur des populations réfugiées et les retournées de force en provenance du Soudan. Après un soutien à l'agriculture pluviale par l'appui à la reconstitution des stocks de semences et la négociation de terres arables. C'est un soutien pour la contre saison qui se prépare actuellement.

En effet, pour permettre un relèvement rapide des capacités productives des populations affectées, un appui agricole spécifique via la dotation d'outillages, d'intrants agricoles et de semences maraichères pour plus de 2500 ménages sera effectuée.

Que cela soit autour des camps ou dans les villages hôtes, pour les réfugiés ou les personnes retournées, les opportunités de production agricole ont été valorisées grâce à l'entraide et la solidarité des

populations hôtes du département du Kimiti, qui n'ont pas hésité à mettre à disposition des terres cultivables et des zones de pâturages aux nouveaux arrivants. Cette dynamique et entente locale, qui permet aussi aux éleveurs réfugiés de maintenir leurs troupeaux en état, sera renforcée par l'organisation d'une vaccination de plus de 120 000 têtes de gros et petit bétails des éleveurs, réfugiés et locaux, au sein et à l'extérieur du camp de réfugié d'Abgadam. Ces actions préparées et accompagnées par la FAO grâce aux partenariats développés avec des organisations internationales et nationales (Intersos, BCI, Acord,...) et à l'effort de partenaires financiers (HCR, Ambassade de France, Fonds CERF,...), se veulent être l'opportunité pour toutes les populations de cette zone affectée de vivre en bonne entente d'une part, mais surtout de chercher à mettre en œuvre des efforts conjugués permettant de retrouver leur autonomie alimentaire et économique.

Sensibilisation des acteurs clés sur le processus REDD+

Un atelier de sensibilisation des femmes et des membres de la société civile sur le processus REDD+ (réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts) a été organisé le 23 octobre dernier par le projet «système de surveillance et de MNV (monitoring, notification, vérification) nationaux avec une approche régionale au Tchad».

Cet atelier a permis de former les acteurs potentiels à la REDD+ et de contribuer à l'appropriation du concept pour sa mise en œuvre au Tchad. Les travaux ont consisté à diffuser l'information et former les parties prenantes sur le concept de changement climatique et de REDD+, ainsi que sensibiliser la société civile et initier l'implication des femmes sur l'état du processus au Tchad. Les services de l'Etat et les institutions impliquées dans le processus ont aussi participé à cet atelier.

Les présentations faites par la coordination REDD+ au Tchad étaient axées sur différentes thématiques notamment le Mécanisme REDD+, le lien entre la Forêt et le Changement Climatique, les effets de la déforestation et de la dégradation, l'importance et les enjeux, mais également les défis et les contraintes de la REDD+ au Tchad. Le pays, membre de la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale), a affiché sa volonté de s'impliquer dans les initiatives liées à la REDD+ et à la mise en place d'un système de MNV. En effet, la mise en place de cet outil est conditionnée par l'avancement du processus REDD+ et les activités à mener pour arriver à ce stade sont multiples. Il s'agit à terme, de rédiger le Plan à la Préparation de la Réduction (R-PP) qui constituera le cadre de développement de la stratégie REDD+ pour le pays. Mais pour rédiger ce document, il est impératif que les parties prenantes soient formées sur la REDD+ et y participent pleinement, ce qui n'est pas encore le cas au Tchad. Outre l'objectif de formation sur la REDD+, le présent atelier a contribué à la sensibilisation des parties prenantes pour leur implication au processus REDD+ au Tchad, et ceci afin que le processus soit le plus participatif possible.



photo ©UNHCR/TCHAD

Des réfugiés à Tissi (région du Sila)



“La santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains”:

La 33ème édition de la Journée Mondiale de l’Alimentation (JMA) a été célébrée au Tchad sous le thème mondial: « la santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains ». Le ministère des affaires étrangères à N'Djaména, a accueilli cette célébration qui comme chaque année, donne l’occasion à tous de comprendre et d’échanger sur le rôle vital que joue la nourriture dans les vies de chacun. Le ministre de l’Agriculture et de L’irrigation, Dr Ngarieira Rimadjita, a honoré de sa présence cette célébration.

photos : © Abdoulaye Barry/FAO TCHAD



De gauche à droite: Mr Thomas Gurtner (Coordonnateur du Système des Nations Unies au Tchad, Représentant Résident du PNUD), Mr Germain Dasyilva (Représentant de la FAO), Dr. Ngariera Rimadjita (Ministre de l’Agriculture et de l’Irrigation), Mr Michel-Cyr Djiena-Wembou (Représentant de la BAD et président des partenaires techniques financiers de la République du Tchad) et Mme Lauren Landis (Représentante du PAM).

M. Germain Dasyilva représentant de la FAO a tenu à faire passer les messages clés de la JMA édition 2013: “une bonne nutrition repose sur une alimentation saine, une alimentation saine suppose des systèmes alimentaires sains, tout autant que des moyens adaptés en termes d’éducation, de santé, d’eau et d’assainissement; les systèmes alimentaires sains sont bâtis sur des politiques adaptées, des mesures d’incitation et une bonne gouvernance.”



la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2013 au Tchad

D'illustres invités ont honoré de leur présence cette célébration de la JMA 2013. Parmi ces invités, des membres du gouvernement, des Représentants du corps diplomatique, les partenaires étatiques et ONGs, les techniciens des ministères, les centres de formation agro-pastoraux, des jeunes et les élèves des écoles participants au concours de dessins. Tous ont profité de la diffusion d'un documentaire vidéo pour en savoir plus au sujet de l'engagement et des actions de la FAO, du PAM, du FIDA et du Gouvernement Tchadien en faveur de la sécurité alimentaire et du développement agro-sylvo-pastoral.



« La célébration de cette 33ème édition de la Journée Mondiale de l'Alimentation est exceptionnelle parce qu'elle coïncide avec le 68ème anniversaire de la création de la FAO. C'est aussi l'occasion de rappeler (...) les efforts que fait mon pays en soutien (...) au monde rural (...). Mais aussi d'évaluer les efforts dans la lutte contre la faim. Le thème choisi (...) interpelle les dirigeants de la planète à promouvoir de nouveaux investissements dans le secteur rural pour faire face au défi que représente la bonne nutrition et qui exige également une action intégrée, fondée sur des interventions complémentaires dans l'agriculture, l'agroalimentaire, la gestion des ressources naturelles, la santé publique, l'éducation... ».
Dr. Ngariera Rimadjita, Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation

“La santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains”:



« Le FIDA aussi s'associe à la célébration de cette journée mondiale de l'Alimentation (...). La sécurité alimentaire constitue le souci premier, particulièrement des ménages pauvres. S'il n'y a pas de sécurité alimentaire, il est difficile pour les familles de diversifier son revenu et s'assurer que les enfants puissent aller à l'école et qu'un développement durable puisse s'installer. »

Mr Thomas Gurtner, Coordonnateur du Système des Nations Unies au Tchad



« Au Tchad, des centaines d'enfants vont à l'école tous les matins le ventre vide. Ce qui les empêche de se concentrer (...) et les décourage à fréquenter l'école régulièrement. Pour remédier à cela, le PAM collabore avec le ministère de l'éducation pour mettre en place des cantines scolaires (...). Les repas scolaires encouragent non seulement les élèves mais aussi leurs parents (...). Dans le cadre de ce programme, le PAM souhaite travailler avec les producteurs locaux afin que la majorité des vivres nécessaires aux repas scolaires puissent être cultivés au sein des communautés. »

Mme Lauren Landis, Représentante du PAM.



la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2013 au Tchad (suite)



De nombreuses animations artistiques ont marqué la célébration de la JMA. Danses, chants, sketches. Toutes les représentations étaient porteuses de messages liés au thème de la JMA 2013, ainsi qu'à la valorisation du monde rural en général. Le sketch réalisé par la compagnie théâtrale Hadre Dounia (ci-dessous) a particulièrement attiré l'attention de tous, et particulièrement des enfants. Les chanteuses Mounira Mitchala (en haut à dr.) ambassadrice de bonne volonté de la FAO au Tchad, et Yasmine (en haut à g.) ont chanté pour « les sans voix ». Tous ceux qui nourrissent le Tchad en travaillant dans les champs et les fermes, particulièrement les filles et les femmes.



“La santé des populations dépend de systèmes alimentaires sains”:



Un concours de dessins et d'illustrations a été organisé au niveau de trois écoles de N'Djaména. Il a été demandé aux enfants de dessiner ce à quoi pourrait ressembler, à leurs yeux, l'affiche de la JMA 2013. C'est à Saleh Abdallah de l'école “Les étoiles brillantes” qu'est revenu le premier prix de ce concours de dessins. Le jeune garçon a reçu son prix des mains du Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation. Les trois premiers lauréats du concours se sont vus remettre des kits scolaires et toutes les écoles participantes ont été primées.



Parmi les exposants on peut citer: le Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaire, la Direction de Protection des Végétaux et de Conditionnement, OXFAM-Femmes Rurales, la FAO, le FIDA, le Génie Rural, le Groupement Espoir, l'Institut Tchadien pour la Recherche Agronomique pour le Développement, l'Office National de Développement Rural, le PAM, PROMOSOL, la Société pour le Développement du Lac.

la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation 2013 au Tchad (suite et fin)



La visite des stands constituait le clou de la célébration de la JMA. Le Ministre de l'Agriculture et de l'Irrigation a ouvert la marche, en compagnie de Mme le Secrétaire d'Etat à l'économie, au plan et à la coopération internationale, ainsi que du Représentant de la FAO.

Les stands exposaient des produits, outils et supports divers et variés. Des échantillons de manioc et de riz au niveau du stand de l'ITRAD et l'ONDR, un four solaire exposé par PROMOSOL, des produits transformés par les Femmes Rurales, des ouvrages scientifiques et la valorisation des réalisations par la FAO et le FIDA, des aliments thérapeutiques sur le stand du PAM...

Célébration de la Journée des Nations Unies au Tchad

La journée du 24 octobre a été l'occasion de mettre en évidence la contribution des Nations Unies pour le développement du Tchad

Les agences du Système des Nations Unies présentes au Tchad et le Gouvernement tchadien se sont unis pour célébrer la Quinzaine des Nations Unies. Cette année, plusieurs célébrations ont été organisées depuis le 11 octobre et se sont poursuivies jusqu'au 24 octobre 2013, date anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte de l'Organisation des Nations Unies, proclamée Journée des Nations Unies. En collaboration avec le Gouvernement, plusieurs événements de plaidoyer ont marqué cette Quinzaine. Il y a eu, entre autres, la célébration, le 15 octobre, de la journée mondiale du lavage des mains et de la journée internationale de la femme rurale, la journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre et la journée internationale pour l'éradication de la pauvreté, le 17 octobre. Sous le thème « Les Nations Unies au Tchad: Au Service de la Paix et du Développement », la célébration de la Journée des Nations Unies a été placée sous l'égide du Ministère des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine, l'un des partenaires privilégiés du Système des Nations Unies. Différentes thématiques liées à la Santé, à la Gouvernance, au Développement Durable, aux interventions humanitaires et à la résilience ont été abordées durant cette journée. Une conférence-débat sur la contribution des Nations Unies au développement s'est tenu le jeudi 24 octobre au Ministère des Affaires Etrangères et a été l'opportunité pour le grand



photo: ©NationsUnies/TCHAD

Les chefs d'Agences du Système des Nations Unies au Tchad

public, et notamment la communauté estudiantine, de discuter de manière ouverte avec les Représentants des différentes agences des Nations Unies. Les messages du Secrétaire Général des Nations Unies et du Gouvernement Tchadien ont également été lus à cette occasion. Une exposition de photographies illustrant les interventions des Nations Unies au Tchad et des stands mettant en relief le travail des différentes agences ont été dressés pour l'information du public. «La Journée du 24 octobre est une occasion pour célébrer tous ensemble les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'horizon 2015 s'approchant, il faut également saisir cette opportunité pour identifier les défis que le Tchad

doit encore relever dans les prochaines années, et ce avec le soutien des Nations Unies, » a déclaré Thomas Gurtner, le Coordonnateur Résident des Nations Unies au Tchad.

La Journée a également été marquée par la Célébration de la Journée Mondiale de Lutte contre la Poliomyélite. Le Tchad a réalisé d'immenses progrès vers l'éradication de cette maladie. En effet, aucun cas de poliomyélite sauvage n'a été reporté dans le pays depuis plus d'un an. Le pays n'a enregistré que cinq cas en 2012 contre 132 cas en 2011, soit une réduction de 95%. Grâce à l'engagement continu du gouvernement et de ses partenaires, le Tchad s'achemine vers l'éradication de cette maladie.

Formation sur l'éthique et la fraude du personnel de la FAO

Dans le cadre de son programme de formation, le département de l'éthique du Siège a organisé le 18 octobre 2013 une formation par vidéoconférence sur la fraude à l'attention du personnel de la FAO au Tchad. Elle a été assurée par le Dr Thierry Aube, depuis le siège de la FAO à Rome.

L'accent était mis sur la déontologie et l'intégrité qui caractérise le travail quotidien de tout le personnel dans sa contribution pour remplir la mission principale de la FAO qui est d'instaurer la sécurité alimentaire pour tous dans le monde. L'intégrité c'est l'application universelle des règles, et l'éthique c'est le choix que nous faisons et le souci d'être une seule et même personne, quel que soit l'environnement. L'éthique c'est aussi l'intégrité en mouvement. La vision interne de la FAO et la manière dont nous travaillons doivent aller de paire, car la FAO est un espace et un environnement où chaque tra-

vailleur doit être respecté afin de faire ressortir les caractéristiques positives du personnel et mettre ainsi en exergue les valeurs globales de l'Organisation. Les capacités du personnel devraient être soulignées et encouragées voire félicitées.

A cet effet, les employés doivent se conformer au règlement intérieur et au statut du personnel de l'Organisation. Toutes les règles doivent être appliquées de façon systématique.

Les bonnes attitudes suivantes qui doivent caractériser les membres de

l'équipe ont été listées :

- Eviter toute corruption ou suspicion de corruption; ;
- L'utilisation non autorisée de l'information officielle;
- Ne pas être en situation de conflit d'intérêt avec l'organisation;
- Eviter tous genres d'harcèlement sur les collègues;
- Entretenir des relations transparentes avec les bénéficiaires et/ou les fournisseurs;
- Lancer l'alerte quand on est témoin des manquements graves de la part des fonctionnaires onusiens, etc.

Formation sur la gestion du cycle de projet et le Système d'Informations sur la Gestion des Programmes de Terrain (FPMIS)

Nos collègues, Mme Martine Domaye, chargée de l'Administration pour les urgences, et Mr Batedjim Noudjalbaye, chargé de programme ont assisté à deux ateliers de formation sur les nouvelles approches et modules organisationnels sur la gestion du cycle de projet et FPMIS. Mr Batedjim Noudjalbaye a participé à l'atelier à Accra, Ghana, du 30 septembre au 4 octobre 2013. Quant à Mme Martine Domaye, elle y a assisté à Hararé, Zimbabwe, du 21 au 25 octobre 2013. Cette formation leur permettra de gérer avec succès des projets de coopération au développement et d'urgences conformément aux nouvelles lignes directrices de gestion de cycle de projet via FPMIS.

Les objectifs de cette formation sont de (i) renforcer la capacité du personnel de la FAO à gérer efficacement les projets selon le guide du cycle de Projet de la FAO en utilisant les outils FPMIS connexes, et de (ii) renforcer la capacité du personnel de la FAO à comprendre comment les projets de la FAO sont alignés et contribuent aux résultats d'un niveau supérieur établi dans le Cadre Stratégique de la FAO, du Cadre de Programmation Pays (CPP) et de l'UNDAF.

Du personnel d'une vingtaine de représentations de la FAO dans la zone Afrique ainsi que du Bureau Régional de la FAO pour l'Afrique

(RAF/Accra) a assisté à ces ateliers de formation, animés par les collègues du Siège (FAO/Rome).

Bienvenus à la FAO Tchad!

Le représentant de la FAO au Tchad et tout le personnel souhaitent la bienvenue à **Christian Abi Nassif**, procurment officer et **Céline Choquer**, experte en suivi-évaluation pour le projet SISAAP (Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et d'Alerte Précoce). Ils ont rejoint l'équipe respectivement en octobre et en novembre.



Céline est diplômée d'un master en Science politique de l'Université de Rennes (France) et d'un master en Coopération Internationale/Administration publique en Afrique de l'Université de Reims (France). Avant de travailler pour la FAO, elle a travaillé plus de six années au sein de la Commission Européenne à Bruxelles dont les trois dernières années en tant que Coordinatrice géographique pour le Tchad tout en étant le point focal sécurité alimentaire pour l'Afrique centrale. Elle a également eu des expériences antérieures au sein d'ONG et associations locales en France et au Mali.

Christian est diplômé d'un Master en Distribution et Marketing de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Liban). Avant de venir au Tchad, il a travaillé cinq ans au siège de la FAO à Rome, au sein de l'unité des urgences (TCE), et au Kenya pendant deux ans en appui au programme de la FAO-Somalie, comme fonctionnaire aux achats et fonctionnaire chargé de l'assurance qualité des protocoles d'accords. Christian est marié et père d'une petite fille.



L'Actualité de la Représentation

Visites de terrain

Du 28 Septembre au 03 Octobre 2013, **Mme Odile Angoran**, Fonctionnaire au Bureau Sous Régional de la FAO à Libreville était en mission à N'Djaména pour appuyer la mise en œuvre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA).

Du 10 au 31 octobre 2013, une mission conjointe du Centre d'Agriculture et d'Investissement de la FAO/FIDA (Fonds international de développement agricole) a été menée au Tchad. Elle était composée de **Mme Edi Bruni**, Agronome, Consultante de la FAO ; **Mme Hartl Maria**, Consultante Internationale de la FAO ; **Mr Heyd Jean Charles**, Division d'Agriculture et d'Investissement de la FAO ; **Mr Mahaman Djido Ibrahim**, Division d'Agriculture et d'Investissement de la FAO ; **Mr Patrick Eric Clément**, Consultant International de la FAO ; **Mr Ngaleu Polycarpe**, Consultant Internationale FIDA ; **Mme Lhommeau Annabelle**, Fonctionnaire au Siège du FIDA et **Mme Cameron Virginie**, Consultante

Internationale FIDA pour la conception finale du Projet d'Amélioration de la Résilience des Systèmes Agricoles au Tchad (PARSAT).

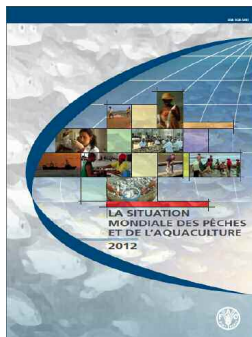
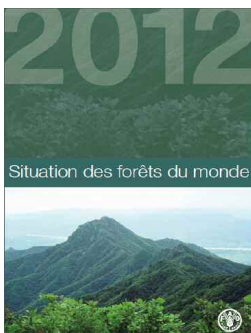
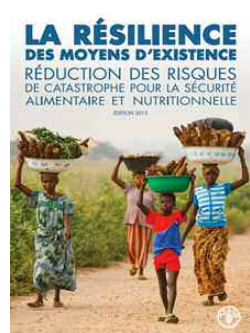
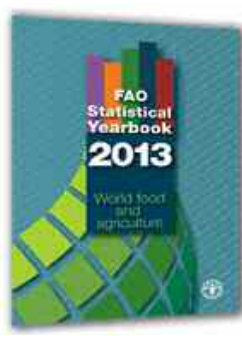
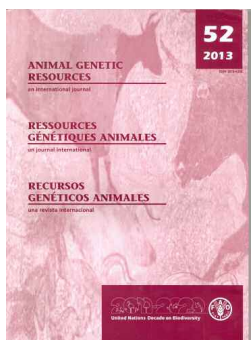
Du 15 au 31 Octobre 2013, la mission de formulation conjointe FAO/Vietnam/Tchad pour la 2ème phase du projet de Coopération Sud-Sud au Tchad s'est tenue. Elle était constituée par **Mr Bangoura Sourakata**, Fonctionnaire Principal de Sécurité Alimentaire basé au Siège de la FAO à Rome ; **Mme Nguyen Lan Hoang**, Point Focal de la Coopération Sud-Sud à la Représentation de la FAO au Vietnam ; **Mr Lam Quang Du**, Chef de Département des Ressources Humaines au Ministère de Développement Rural du Vietnam et **Mr Luong Nhat Minh**, du Ministère de Développement Rural du Vietnam.

Du 28 au 31 octobre, une mission conjointe des bureaux régionaux des agences REACH (PAM, OMS, UNICEF, FAO) a été accueillie au Tchad, de manière à renforcer le plaidoyer sur les

initiatives REACH (Renew Effort Against Child Hunger and Undernutrition) et SUN (Scaling-up nutrition) et émettre des recommandations pour améliorer l'efficacité du plan d'activité REACH 2014-2015. La mission était composée de **Mme Florence Tonnoir**, nutritionniste au bureau sous régional de la FAO, **Dr Gbaguidi Aichatou Diawara**, point focal nutrition Afrique Centrale au bureau régional de l'OMS, **Mme Patricia Hoorelbeke**, spécialiste nutrition au bureau régional de l'UNICEF et **Mme Sophie Cowppli-Bony**, coordinatrice régionale REACH.

Du 11 au 13 novembre, Mr Henk Hoefsloot, Expert Spécialiste des Politiques REDD+ a effectué une mission pour réaliser, avec l'expert National et les consultants nationaux, le cadrage des activités à mener pour l'élaboration du « Readiness Preparation Proposal » (RPP) dans le cadre du projet REDD+ au Tchad.

Les nouvelles publications de la FAO



Responsable de Publication

Germain Dasylya

Rédaction

Marc Abdala
Batédjim Noudjalbaye
Toyoun Nguenaye
François Mbaïdedji
Constant Keideur
Vincent Boulardot
Marianne Tinlot
Alice Verrier
Valérie Rasoahaingo
& les coordonnateurs de projets

Contacts

Représentation FAO au Tchad
Rue 2058, Avenue Félix Eboué
BP : 101 - N'Djaména Tchad
Tél. : 00235/ 22 52 36 17
Fax : 00235/ 22 51 88 50
Courriel: FAO-TD@fao.org

Pour plus d'informations, voir: www.fao.org/publications/fr